

# Scénario de dingue : France 2025-2029, Macron, article 16, militarisation des quartiers, fracture sociale

écrit par Nicolas Faure | 26 juin 2025





**Nicolas Faure – 25 Juin 2025**

Alors que la France s'enfonce dans une crise sociale et politique inédite, Emmanuel Macron semble prêt à utiliser l'article 16 de la Constitution pour instaurer un régime d'exception durable. **Sous couvert de « sauver la République », le président pourrait prolonger son pouvoir jusqu'en 2029, transformant le pays en un État où la démocratie et les libertés seraient suspendues.**

Une France militarisée, entre blindés et armes de guerre...

Face à la multiplication des violences dans les banlieues, l'État déploie ses forces armées en soutien aux forces de l'ordre. Des blindés lourds, notamment les AMX-10RC, sillonnent les rues étroites des cités sensibles, jusqu'à y pénétrer pour traquer des poches de résistance.



Blindé léger de reconnaissance, AMX-10 RC a été conçu dans les années 1970 par les Ateliers de construction d'Issy-les-Moulineaux.  
(©MAXPPP)

**Cette militarisation intervient alors que certains groupes armés dans ces quartiers – souvent issus de communautés arabes et nord-africaines – disposent d'armes de guerre, notamment des Kalachnikovs (AK-47), alimentant un climat de guérilla urbaine. La circulation de ces armes lourdes amplifie la dangerosité des affrontements, creusant un fossé dangereux entre la population et l'État.**

**Un « septennat suspendu » sous état d'exception permanent**

**L'activation prolongée de l'article 16, couplée à cette situation sécuritaire explosive, permettrait à Macron d'étendre son mandat au-delà de la date prévue de 2027, jusqu'en 2029. Ce régime d'exception priverait le pays de tout contrôle démocratique, confinant la société dans un climat d'insécurité et de répression.**

## **Le risque d'une fracture sociale irrémédiable**

**Les armes de guerre dans les cités, la présence des blindés militaires, et la suspension des libertés publiques participent à une spirale de violence et de défiance, menaçant la cohésion nationale. Cette fracture sociale et politique pourrait déboucher sur un effondrement durable du pacte républicain.**

Face à ce péril, il est impératif de cesser d'observer les événements en spectateurs résignés. La démocratie ne meurt jamais d'un coup – elle s'efface morceau par morceau, dans le silence, l'habitude, et la peur.

**Lorsque l'article 16 devient un outil de gouvernement prolongé, lorsque les chars patrouillent les cités et que les institutions se taisent, c'est le signal d'alarme absolu.**

**La France entre dans une zone grise : ni tout à fait dictature, ni encore démocratie. Un régime d'exception larvé, fondé sur la peur, le contrôle et la fragmentation de la société.**

**C'est pourquoi il est essentiel que toutes les forces démocratiques, quels que soient leurs clivages idéologiques, se lèvent d'une même voix pour :**

- Dénoncer l'instrumentalisation sécuritaire du pouvoir,
- Refuser la suspension indéfinie des échéances électorales,
- Exiger la transparence, le retour à l'État de droit et la reddition des comptes,
- Défendre l'existence même d'un espace civique libre, pluraliste et vivant.

**Il ne s'agit plus de partisanerie. Il s'agit de sauver le cadre républicain dans lequel tous les désaccords doivent pouvoir s'exprimer. Il ne s'agit plus**

d'alternance politique, mais de préserver la possibilité d'un avenir commun.

Car si l'on accepte aujourd'hui l'article 16 comme gouvernement ordinaire,

Demain, ce sera la normalisation du silence.

Et après-demain, l'habitude de la soumission.

**Nicolas Faure**, *pour Résistance républicaine* – 25 Juin 2025